



Assemblée générale

Distr. générale
12 mai 2022
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 28 b) de l'ordre du jour

**Développement social : développement social,
y compris les questions relatives à la situation sociale
dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées,
aux personnes handicapées et à la famille**

Lettre datée du 11 mai 2022, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Bélarus auprès de l'Organisation des Nations Unies

Au nom des 25 membres du Groupe des Amis de la famille, à savoir le Royaume d'Arabie saoudite, la République populaire du Bangladesh, la République du Bélarus, l'Union des Comores, la République arabe d'Égypte, la République d'Indonésie, la République islamique d'Iran, la République d'Iraq, la République kirghize, l'État du Koweït, l'État de Libye, la Malaisie, la République du Nicaragua, la République fédérale du Nigéria, le Sultanat d'Oman, la République de l'Ouganda, la République du Pakistan, l'État du Qatar, la Fédération de Russie, la République fédérale de Somalie, la République du Soudan, la République du Tadjikistan, le Turkménistan, la République du Yémen et la République du Zimbabwe, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration établie par les membres du Groupe des Amis à l'occasion de la Journée internationale des familles, célébrée le 15 mai (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 28 b) de l'ordre du jour.

(Signé) Valentin **Rybakov**



**Annexe à la lettre datée du 11 mai 2022 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
du Bélarus auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration du Groupe des Amis de la famille à l'occasion
de la Journée internationale des familles**

New York, le 15 mai 2022

À l'occasion de la Journée internationale des familles, nous, membres du Groupe des Amis de la famille, à savoir le Royaume d'Arabie saoudite, la République populaire du Bangladesh, la République du Bélarus, l'Union des Comores, la République arabe d'Égypte, la République d'Indonésie, la République islamique d'Iran, la République d'Iraq, la République kirghize, l'État du Koweït, l'État de Libye, la Malaisie, la République du Nicaragua, la République fédérale du Nigéria, le Sultanat d'Oman, la République de l'Ouganda, la République du Pakistan, l'État du Qatar, la Fédération de Russie, la République fédérale de Somalie, la République du Soudan, la République du Tadjikistan, le Turkménistan, la République du Yémen et la République du Zimbabwe,

Reconnaissons et privilégions la valeur et le rôle premiers et fondamentaux de la famille en tant que moteur du développement durable et économique, et rappelons que la famille a droit à la protection de la société et de l'État, comme le prévoit la Déclaration universelle des droits de l'homme ;

Réaffirmons notre engagement en faveur du Programme de développement durable à l'horizon 2030, conscients de sa nature intégrée et indivisible et sachant que la mise en œuvre de politiques, stratégies et programmes nationaux axés sur la famille contribue au bien-être des familles et à la réalisation des objectifs de développement durable ;

Soulignons l'importance que revêtent la préparation et la célébration du trentième anniversaire de l'Année internationale de la famille en 2024, qui contribuera à accroître la coopération à tous les niveaux sur les questions relatives à la famille et à engager une action concertée pour promouvoir une culture de la famille et renforcer les politiques et programmes axés sur la famille dans le cadre d'une approche globale et intégrée du développement ;

Rappelons que, par sa résolution [47/237](#), l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de proclamer le 15 mai Journée internationale des familles et invitons tous les États Membres, les organismes compétents des Nations Unies et la société civile à célébrer la Journée internationale ;

Insistons à cet égard sur le rôle crucial que jouent les partenariats entre les différentes parties prenantes, en particulier les entités des Nations Unies, la société civile, les établissements universitaires et le secteur privé, aux niveaux national, régional et international, et proclamons de nouveau notre disposition à mettre en place des initiatives pratiques, notamment des politiques et programmes axés sur la famille et répondant aux besoins des familles et de tous leurs membres.